

Implication des femmes dans le développement socio-économique de la ville de Dimbokro (Côte d'Ivoire)

[Involvement of women in the socio-economic development of the town of Dimbokro (Ivory Coast)]

Yapi Atsé Calvin¹, Zah Bi Tozan², and Balima Mireille Fatim Estelle³

¹Maître-Assistant, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

²Maître de Conférences, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

³Doctorante, Université Alassane OUATTARA, Côte d'Ivoire

Copyright © 2023 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the ***Creative Commons Attribution License***, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The issue of women's empowerment is always at the heart of debates in national and international bodies. In developing countries, particularly in Côte d'Ivoire, poverty is more pronounced among women. Dimbokro, a town located in the centre of Côte d'Ivoire with an estimated population of 70,198 inhabitants, of which 34,808 are women, i.e. 49.58% of the population (INS, 2014), is not spared. In order to escape from poverty, women engage in certain economic activities that can lead to the development of the city. This study aims at a better knowledge of the contribution of women in the socio-economic development of the city of Dimbokro. The methodology used to conduct the study included documentary research, field observations, interviews and a census of economic activities carried out by women in the town of Dimbokro. The results show the existence of a diversity of economic activities carried out by women in the town of Dimbokro. Secondly, the representation of women in the socio-economic development of the town of Dimbokro is dominated by the tertiary sector with 80% of the female population against 15% for the primary sector and 5% for the secondary. Finally, in the exercise of their economic activities, women are confronted with certain obstacles, in particular the difficult access to credit and the high cost of the shop rents they occupy, which hinder their efforts. The State should work towards a better social integration of women in the socio-economic development of the country.

KEYWORDS: Dimbokro, Côte d'Ivoire, Contribution, socio-economic development, women.

RESUME: La question de l'autonomisation de la femme est toujours au cœur des débats dans les instances nationales et internationales. Dans les pays en développement, notamment en Côte d'Ivoire, la pauvreté est plus prononcée au sein de la gent féminine. Dimbokro, ville située au centre de la Côte d'Ivoire avec une population estimée à 70 198 habitants dont 34 808 femmes, soit 49,58% de la population (INS, 2014) n'est pas épargnée. Les femmes pour sortir de la pauvreté exercent certaines activités économiques susceptibles d'entraîner le développement de la ville. Cette étude vise à une meilleure connaissance de la contribution des femmes dans le développement socioéconomique de la ville de Dimbokro. Pour conduire l'étude, la méthodologie utilisée a pris en compte la recherche documentaire, les observations sur le terrain, les entretiens et le recensement des activités économiques exercées par les femmes de la ville de Dimbokro. Les résultats montrent l'existence d'une diversité d'activités économiques exercées par les femmes de la ville de Dimbokro. Ensuite, la représentativité des femmes dans le développement socioéconomique de la ville de Dimbokro est dominée par le secteur tertiaire avec 80% de la population féminine contre 15% pour le secteur primaire et 5% pour le secondaire. Enfin, dans l'exercice de leurs activités économiques, les femmes sont confrontées à certains obstacles, notamment le difficile accès au crédit et la cherté des loyers

magasins qu'elles occupent qui plombent leurs efforts. L'État devrait œuvrer pour une meilleure insertion sociale des femmes dans le développement socioéconomique du pays.

MOTS-CLEFS: Dimbokro, Côte d'Ivoire, Femme, Contribution, développement socioéconomique.

1 INTRODUCTION

La question de l'inégalité entre homme et femme persiste encore dans certaines sociétés. En Ouganda par exemple, les femmes possèdent 38 % de toutes les entreprises enregistrées, mais n'ont accès qu'à 9 % des facilités financières formelles (BAD, 2015, p. 13). Ces chiffres sont des indicateurs de l'énorme décalage entre le pourcentage des femmes qui possèdent et contrôlent des entreprises ou micro et petites entreprises et le pourcentage d'accès au crédit.

C'est dans cette optique que la quête de parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles a été inscrit à l'Objectif 5 du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 (BM et OMC, 2020, p.29).

Pour y parvenir, plusieurs initiatives locales animées par des femmes associent actions économiques et solidarités en vue d'un accès plus équitable de celles-ci aux droits économiques et sociaux de base. Ainsi, en Afrique subsaharienne, les femmes, à défaut de pouvoir pratiquer des activités dans le secteur formel se tournent vers le secteur informel moins organisé ne pouvant leur permettre d'avoir un revenu conséquent (BIT, 2016, p. 4).

En Côte d'Ivoire, les inégalités entre hommes et femmes est aussi une réalité. Selon l'étude sur la situation de l'emploi en Côte d'Ivoire, les femmes sont les plus vulnérables et les plus touchées par le chômage avec un taux de 12% contre 7% pour les hommes (P. E. KONÉ *et al.*, 2013, p. 3).

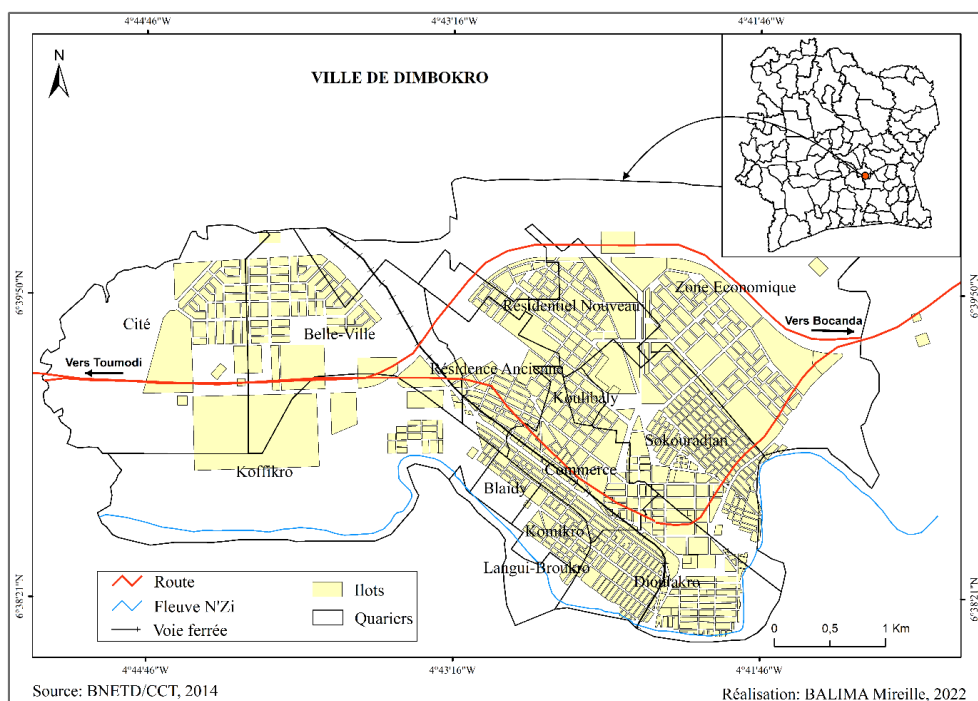
Dimbokro, ville située au centre de la Côte d'Ivoire à 240 km au nord de la capitale économique, Abidjan. La situation de l'emploi de la femme n'est guère reluisante. Dans cette ville, l'on assiste à une persistance des inégalités entre les femmes et les hommes au niveau de la situation de l'emploi. Les femmes peinent à s'insérer dans les activités économiques formelles. Pour se prendre en charge et sortir des méandres de la pauvreté, elles s'adonnent aux opportunités qu'offrent le secteur informel en exerçant dans les petits commerces, la restauration, le salon de coiffure, etc. Pourtant, pour résoudre la situation de l'emploi de la femme, la Côte d'Ivoire a ratifié la plupart des instruments internationaux reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et en devoirs et interdisant toute discrimination à l'égard des femmes. Le pays a aussi adhéré à la Plateforme d'Actions de Beijing de 1995, qui exhorte à une participation juste et équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux de prise de décisions. Le pays a également signé la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes (CEDEF), ainsi que son protocole facultatif (Banque Africaine de Développement, 2015, p. 16). Par ailleurs, au niveau national, l'État ivoirien a mis en place des structures comme l'Association des Volontaires pour le Service International (AVSI) et l'Organisation des Femmes actives de Côte d'Ivoire (OFACI) pour faciliter l'insertion des femmes. De plus, l'État a mis en place des fonds spéciaux tels que, le Fonds Femme et Développement du Ministère en charge de la Femme. À cela, s'ajoute l'instauration du Fonds de l'entrepreneuriat féminin par le Ministère en charge du Commerce ainsi que le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire. Enfin, le Gouvernement entend poursuivre les efforts en vue de surmonter les obstacles culturels, structurels et conjoncturels à la pleine participation des femmes au développement (Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, 2019, p. 3). Malgré les efforts des institutions internationales et de l'État pour faciliter l'insertion des femmes dans le développement socioéconomique, la contribution des femmes dans le développement socioéconomique de la ville de Dimbokro demeure faible. De ce problème découle la question centrale suivante: Pourquoi, en dépit des efforts consentis, la contribution des femmes au développement socioéconomique de la ville de Dimbokro demeure-t-elle faible ? Cette étude vise une meilleure connaissance de la contribution des femmes dans le processus de développement socioéconomique dans la ville de Dimbokro. L'hypothèse émise stipule que les femmes participent au développement socioéconomique de la ville de Dimbokro de par leur présence massive dans le secteur tertiaire. Pour mener à bien cette étude, nous allons d'abord, faire un état des lieux des activités socioéconomiques des femmes. Ensuite, montrer la représentativité des femmes dans les secteurs d'activités. Enfin, analyser les obstacles rencontrés par les femmes dans l'exercice de leurs activités.

2 MÉTHODOLOGIE

Pour cette étude, la méthodologie est composée d'une présentation de l'espace d'étude, des méthodes de collecte et de traitement données.

2.1 PRÉSENTATION DE L'ESPACE D'ÉTUDE

Dimbokro est située à 240 km au nord de la capitale économique, Abidjan et à 80 km au sud-est de la capitale politique Yamoussoukro. La ville est située entre les longitudes: 3°49' et 5°22' Ouest et 9°26' Nord de la Côte d'Ivoire. Au niveau économique, la ville était la capitale de l'ancienne « boucle du cacao » (carte 1).



Carte 1. Présentation de la ville de Dimbokro

Ville carrefour située au centre de la Côte d'Ivoire, Dimbokro est limitée à l'est, par le département de Bocanda, à l'ouest par Toumodi, au nord par Yamoussoukro et Attiéguakro et au sud par Tiémékro, M'batto et Bongouanou. Chef-lieu de la région du N'zi, la ville de Dimbokro a une superficie de 141 km² pour une population de 70 198 habitants (INS, 2021), soit une densité de 498 habitants/km².

2.2 MÉTHODES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNÉES

La méthode de collecte des données s'est faite en deux étapes à savoir, la recherche documentaire et l'enquête de terrain.

La recherche documentaire a consisté à consultation des mémoires, des articles scientifiques, des rapports d'études et de séminaires, des thèses et divers ouvrages traitant la question de l'autonomisation des femmes, de l'entrepreneuriat féminin, de la participation des femmes au développement socioéconomique et des égalités de sexes. D'autres documents ont été consultés sur l'internet à travers les sites tels que: Google, www.cairn.info.fr, www.google scholar.fr.

L'enquête de terrain a pris en compte l'observation directe, les entretiens, la technique d'échantillonnage et l'enquête par questionnaire adressée aux femmes. Dans le cadre de l'observation directe, nous avons parcouru les quartiers de la ville pour faire l'inventaire des activités économiques pratiquées par les femmes de la ville. Au cours de cette phase, l'on a procédé à des prises de vue des activités exercées par les femmes et surtout, le relèvement de leurs coordonnées géographiques à l'aide d'un récepteur GPS (Global Positioning System) afin d'apprécier leur répartition. Ce recensement a permis de faire une cartographie de la répartition des activités économiques féminines de la ville de Dimbokro. Par la suite, les activités ont été regroupées en trois grands secteurs: primaire (l'agriculture), le secondaire (l'industrie) et le tertiaire. Le secteur tertiaire englobe le commerce, l'administration, les services publics, l'enseignement, le transport, l'immobilier. Au regard de leurs diversité, l'on a distingué d'un côté le secteur tertiaire marchand et de l'autre, le secteur tertiaire non marchand.

Ensuite, des entretiens ont eu lieu avec plusieurs responsables de structures de la ville. Il s'agit d'abord, de l'entretien avec les responsables de la chambre régionale des métiers, du commerce et de l'agriculture. Ces échanges ont permis d'avoir des données statistiques sur l'effectif des femmes urbaines exerçant un métier recensé par cette structure. Ensuite, l'entretien

avec le responsable des structures de formation et d’insertion des femmes dans la ville de Dimbokro. Les échanges ont porté sur les actions de cette structure en faveur les femmes de la ville. En outre, des échanges ont eu lieu avec les responsables des employés d’Olam, afin de collecter des données sur les effectifs du personnel et des opinions sur la qualité du travail des femmes. Enfin, différents services déconcentrés tels que la direction régionale de la santé, le service socioculturel et financier de la mairie, la Direction Régionale du ministère de l’Éducation Nationale et de l’Alphabétisation (DRENA), le conseil régional de Dimbokro, le service l’emploi jeunes et les responsables des coopératives et les associations féminines ont été interviewés. Tous ces échanges ont permis d’avoir des informations sur l’effectif de leur personnel, sur les actions menées pour les femmes, sur le nombre de bénéficiaires des différents projets dédiés aux femmes, le coût des investissements, les difficultés et les recommandations.

2.3 ÉCHANTILLONNAGE

La détermination de l’échantillon représentatif des femmes exerçant une activité économique dans les quartiers à enquêter a été faite grâce au recensement des femmes exerçant une activité génératrice de revenu obtenu auprès de la direction régionale des centres de métiers et de l’industrie de Dimbokro et de notre recensement. Les données statistiques obtenues font état d’un total de 1723 femmes dans les quartiers enquêtés exerçant dans divers secteurs d’activité et représentant la population mère. Nous avons ensuite, appliqué l’échantillonnage par quota afin de respecter les mêmes proportions de femmes par quartier. La taille de l’échantillon a été définie en s’appuyant sur la formule de (Gumuchian *et al.*, 2000).

$$\frac{Z^2(PQ)N}{[e^2 (N-1) + Z^2(PQ)]}$$

n: taille de l’échantillon;

N: taille de la population mère;

Z: coefficient de marge (déterminé à partir du seuil de confiance);

e: marge d’erreur;

P = Proportion de ménage supposés avoir les caractères recherchés. Cette proportion variante entre 0,0 et 1 est une probabilité d’occurrence d’un événement. Dans le cas où l’on ne dispose d’aucune valeur de cette proportion, celle-ci est fixé à 50% (0,5);

Q: Q=1-P

Pour l’application de la formule, nous pouvons présumer que si P= 0,5 donc Q= 0,5; a un niveau de confiance de 95 %, Z= 1,96 et la marge d’erreur e= 0,05.

Avec N= 1723

❖ Appliquons la formule avec N=

$$\frac{(1,96)^2 (0,5 \times 0,5) 1723}{(0,05)^2 (1723-1) + (1,96)^2 (0,5 \times 0,5)} = 314$$

n = 314 personnes à enquêter.

Le nombre de ménages le plus représentatif recherché dans le cadre de notre étude est de 314 ménages. Cependant, la réalité de l’enquête de terrain nous amène à procéder à un réajustement de la taille de notre échantillon afin de pallier aux éventuelles pertes dues aux refus ou rétraction de la part des enquêtés. La méthode de compensation utilisée est celle de GUMACHAN MAROIS et FEVE (2000) qui consiste à multiplier la taille de l’échantillon par l’inverse des taux de réponse. Ainsi, nous avons compensé d’éventuelles pertes par l’estimation d’un taux de réponses minimal. Si ce taux est estimé à 90%, la taille corrigée sera:

Application de la formule

$$n = \frac{314 * 100}{90}$$

n = 349 ménages

Le nombre total de femmes exerçant une activité génératrice de revenu à enquêter dans la ville de Dimbokro est alors de 349 femmes. Par la suite, nous avons appliqué la méthode par quota. Ce calcul proportionnel a été ensuite, utilisé pour déterminer le nombre de femmes à interroger dans les différents quartiers de notre échantillon.

La méthode de calcul pour déterminer le nombre de femmes à enquêter par quartier est:

Application de la formule

Résidentiel nouveau

$$n = \frac{58 * 349}{1723}$$

n = 12 femmes

Le choix des quartiers enquêtés s'est appuyé sur la technique de choix raisonné. Les critères qui ont été retenus sont: la localisation du quartier, le standing et la densité des activités économiques féminines. Ainsi, 349 personnes ont été interrogées dans les cinq quartiers suivants: Résidentiel nouveau, Commerce, Blaidy, Dioulakro et Cité SOGEFIHA (tableau 1).

Tableau 1. Choix des quartiers et des femmes enquêtés

Quartier	Localisation	Standing	Densité des activités Féminines	Nombre de femmes recensées	Nombre de femmes enquêtées
Résidentiel nouveau	Nord	Haut standing	Faible	58	12
Commerce	Centre	Moyen standing	Forte	842	170
Blaidy	Sud	Economique	Moyenne	265	54
Dioulakro	Sud-est	Evolutif	Forte	453	92
Cité SOGEFIHA	Ouest	Economique	Moyenne	105	21
TOTAL	-	-	-	1723	349

Sources: Chambre régionale des métiers, du commerce et de l'agriculture et nos enquêtes de terrain, 2022

2.4 MÉTHODE DE TRAITEMENT ET D'ANALYSE DES DONNÉES

Le traitement cartographique des données a été réalisé à l'aide du logiciel ArcGIS 10.5 et Osmtracker. Dans un premier temps, Osmtracker qui est un GPS Androïde a permis de faire les levés de points des différentes activités économiques des femmes et des infrastructures de la ville. Ensuite, les fichiers OSM du téléphone ont servi à exporter les différents points classés dans le logiciel QGIS. Ainsi, les points classés ont permis de réaliser des cartes de localisation et de spatialiser des activités des femmes. Dans un second temps, ArcGis a permis d'élaborer des cartes thématiques afin de spatialiser les phénomènes étudiés.

L'analyse des données s'est effectuée à l'ordinateur grâce à quelques logiciels. Pour les données quantitatives, le logiciel sphinx a permis de saisir les données collectées pendant que le logiciel Excel a permis d'obtenir des tableaux et des graphiques. Enfin, le logiciel Microsoft Word a permis de rédiger le travail.

3 RÉSULTATS

3.1 ÉTAT DES LIEUX DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EXERCÉES PAR LES FEMMES DE DIMBOKRO

3.1.1 DES FEMMES PLUS PRÉSENTES DANS LES ACTIVITÉS DU SECTEUR TERTIAIRE

Dans la ville de Dimbokro, les femmes sont représentées dans tous les secteurs d'activités économiques. Certaines sont dans les secteurs primaire et secondaire pendant que d'autres, exercent dans le secteur tertiaire (figure 1).

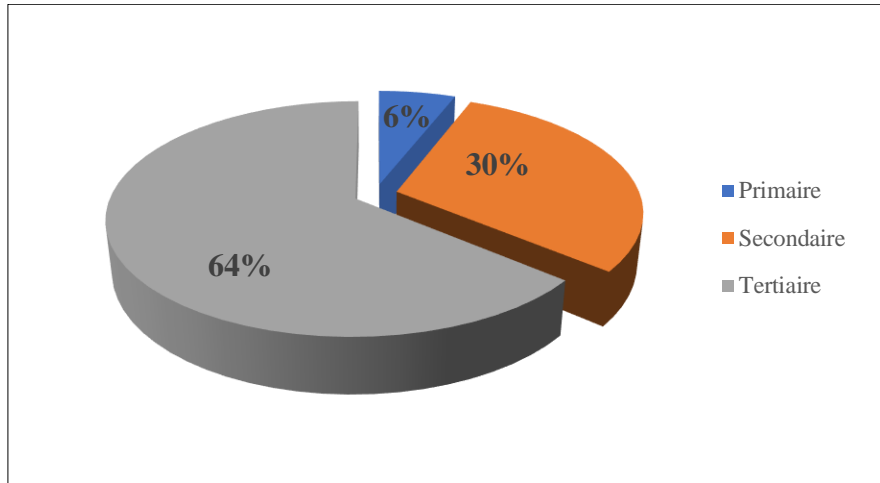
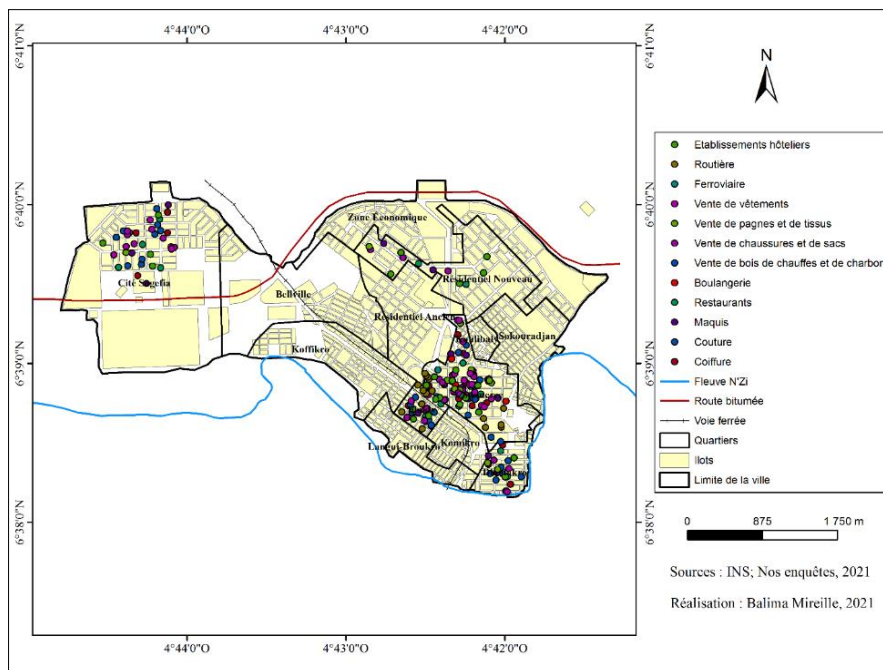


Fig. 1. Répartition des femmes selon les secteurs d'activité à Dimbokro

Sources: Chambre régionale du commerce et nos enquêtes de terrains, 2022

La figure 1 indique la répartition des femmes selon les activités exercées. Il ressort de l'enquête que dans la ville de Dimbokro, sur un total de 349 femmes exerçant une activité dans la ville, 223, soit 64% sont dans le secteur tertiaire. Par contre, 105 femmes, soit 30% sont du secteur secondaire et 21 femmes, soit 6% exerçant dans le secteur primaire. Les activités du tertiaire prédominent. Toutefois, au sein de ce secteur, il ressort de nos enquêtes que les femmes sont présentes à 85% dans le secteur tertiaire marchand (carte 2).



Carte 2: Répartition des femmes par activités marchandes selon les quartiers

La carte 2 indique que les activités du secteur tertiaire marchand, sont concentrées dans les quartiers Commerce, Cité SOGFIHA et Blaidy. Le secteur tertiaire marchand comprend les établissements hôteliers, la restauration, le commerce de pagne, la friperie, les salons de coiffure, les ateliers de couture, les maquis, etc. (planche photo 1).

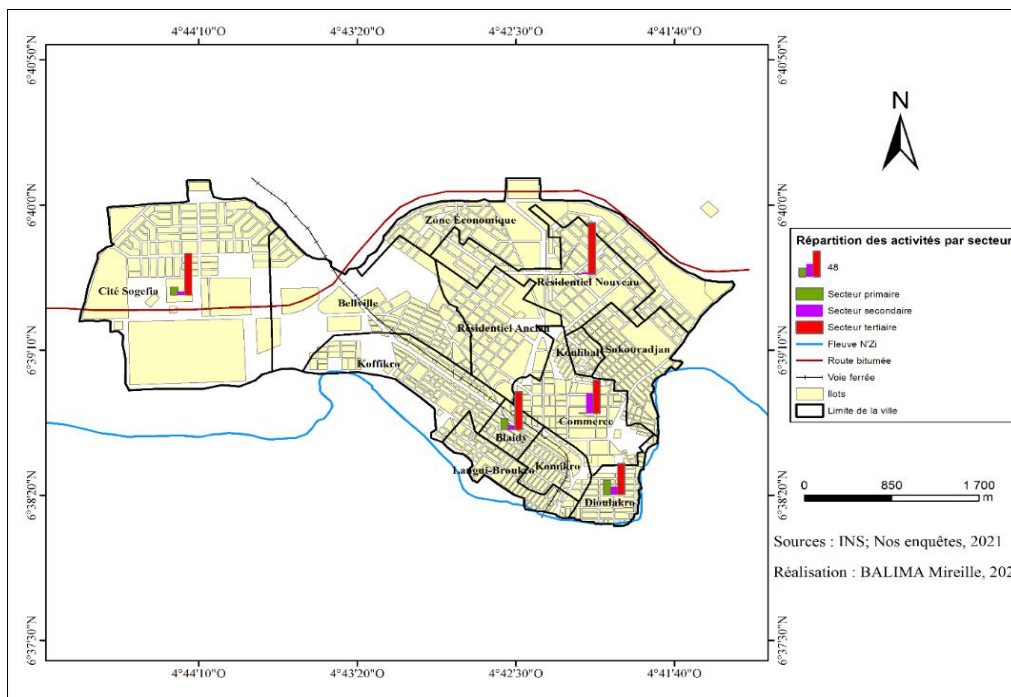


Planche photo 1: Des activités du secteur tertiaire marchand exercées par les femmes

La photo 1a montre un salon de coiffure au quartier Blady qui embauche cinq jeunes filles qui en plus de la coiffure, proposent des services de la manucure et de la pédicure. Alors que la photo 1b présente les femmes de l'association éh yo éh nian qui signifie « essayons pour voir en ethnie baoulé » en pleine préparation de l'attiéké dans l'une de leurs usines au quartier Dioulakro.

3.1.2 INÉGALE RÉPARTITION SPATIALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EXERCÉES PAR LES FEMMES

Les activités exercées par les femmes dans la ville de Dimbokro sont inégalement réparties. La densité de ces activités féminines varie d'un quartier à un autre (carte 2).



Carte 2: Répartition des activités des femmes par secteurs d'activités et par quartiers

La carte 2 montre l'inégale répartition des activités des femmes par secteur d'activité dans les quartiers enquêtés. Les quartiers Cité, Commerce, Dioulakro et Blaidy représentent le noyau des activités économiques de la ville. Le quartier Nouveau Résidentiel possède moins d'activités économiques; car représentant un quartier résidentiel. Le quartier Commerce concentre les activités des secteurs secondaire et tertiaire. Ce quartier regroupe les principales directions départementales des ministères de la ville et le marché central.

3.2 REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS SOCIOÉCONOMIQUES DE LA VILLE

3.2.1 PRÉPONDÉRANCE DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Dans la ville de Dimbokro, les femmes sont représentées dans tous les domaines d'activité économiques de la ville. Toutefois, leur répartition par domaine est dominée par le commerce (figure 2).

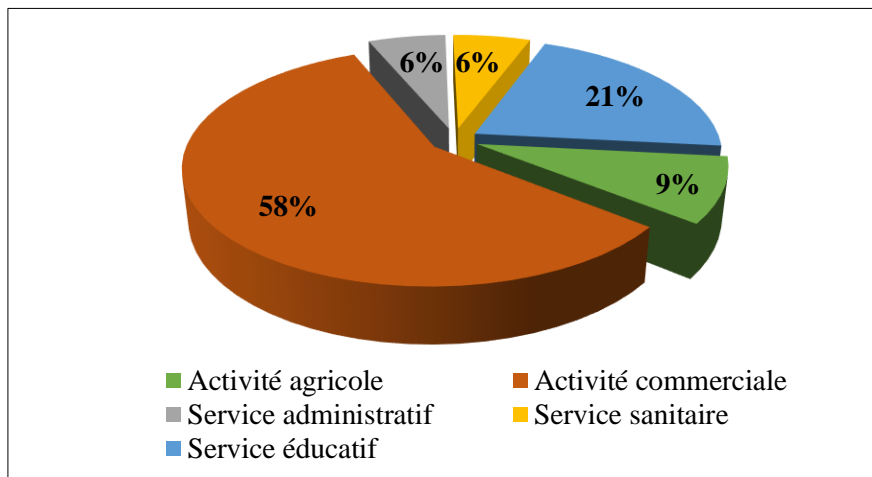


Fig. 2. Répartition des femmes dans les domaines d'activité

Source: Nos enquêtes, 2022

La figure 2 présente la répartition des femmes dans les domaines d'activité. Les résultats obtenus après l'enquête montrent que, sur un total de 349 femmes recensées, celles qui ont une activité commerciale sont plus importantes avec 202 femmes, soit 58% de l'ensemble des femmes exerçant une activité commerciale. Le domaine de l'éducation vient en second lieu avec 73 femmes, soit 21% des femmes enquêtées. Dans le domaine de l'éducation, les femmes exercent, les métiers en qualité d'enseignantes au préscolaire, primaire, secondaire général et au secondaire technique. Pendant que 21 femmes, soit 9% s'adonnent à l'agriculture péri urbaine en s'impliquant dans le maraicher. Celles qui sont dans les services administratifs sont au nombre de 21 femmes, soit 6% contre 21 femmes, soit 6% de la population enquêtée travaillent dans les structures sanitaires comme des agents d'hygiène, aides-soignantes, infirmières et sages-femmes. Au total, la forte présence des femmes dans le domaine commercial s'explique par sa rentabilité et la diversité des produits commercialisés (photo 2).

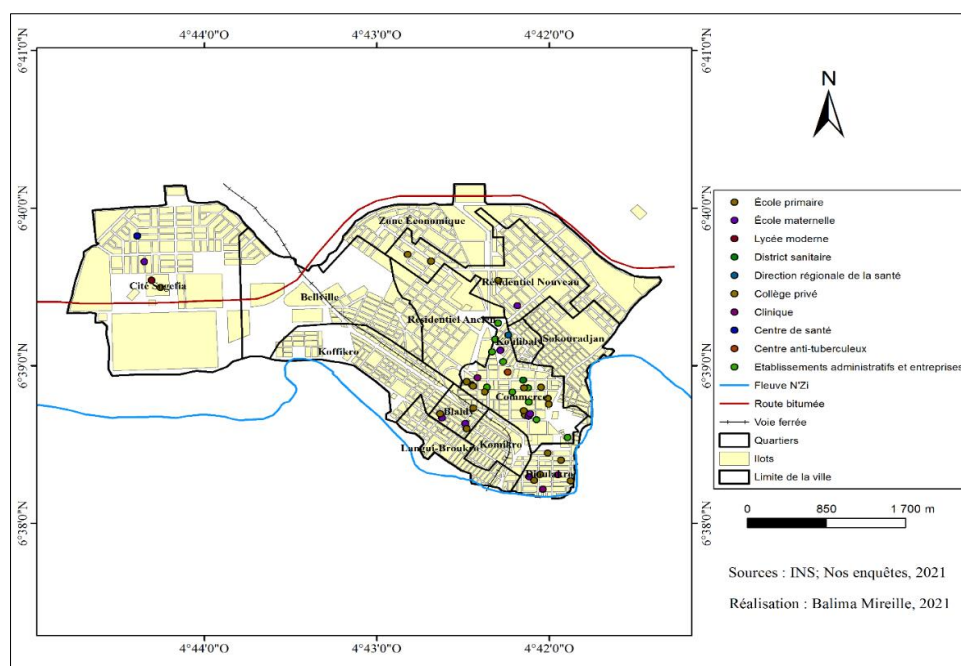


Planche photo 2: Activités commerciales et hôtelières exercées par les femmes

La planche photo 2 illustre les activités commerciales et hôtelières exercées par les femmes de la ville de Dimbokro. La photo 2a présente la variété de produits vivriers commercialisés par les femmes dans le marché central du quartier Commerce. Alors que celle de la photo 2b l'hôtel Manvy de Dimbokro. Ce complexe hôtelier localisé au quartier Commerce est l'un des premiers complexes hôteliers de la ville., il est l'un des plus prisés de la ville de Dimbokro. Ce complexe hôtelier a en son sein un restaurant, un bar et environ 25 personnels. Il a été réalisé par une femme Baoulé de la ville. Elle possède d'autres complexes hôteliers en dehors de Dimbokro.

3.2.2 FAIBLESSE ET INÉGALE RÉPARTITION SPATIALE DU SECTEUR TERTIAIRE NON MARCHAND

Le secteur tertiaire non marchand concerne les activités associatives, l'éducation, l'administration, le domaine de la santé. Dans cette branche d'activité, on constate une forte proportion de la femme dans les activités associatives et dans l'éducation. Sur un total de 349 femmes enquêtées, 126 d'entre elles, soit 36,10% exercent dans le secteur tertiaire non marchand. À l'échelle des quartiers, ces activités sont inégalement réparties (carte 3).



Carte 3: Répartition des activités non marchandes dans les différents quartiers enquêtés

La carte 3 montre l'inégale répartition des activités non marchandes dans les quartiers enquêtés. La majorité de ces activités est concentrée au quartier commerce. Les autres quartiers, Blaidy, Dioulakro, Cité SOGEFIHA et Nouveau résidentiel étant des cités dortoirs n'ont qu'une faible présence des activités non marchandes.

3.3 OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES FEMMES DANS L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS

3.3.1 DIFFICULTÉS LIÉES À L'ACCÈS AU CRÉDIT ET DES LOYERS DES MAGASINS ÉLEVÉS

La majorité des commerçantes affirment être abandonnées et livrées à elles-mêmes. En effet, sur un total de 349 femmes enquêtées, 241 femmes, soit 69% affirment avoir montées leurs activités à partir d'un fonds propre. Alors que 108 femmes ont réalisé leurs activités grâce à un prêt. Parmi les 241 femmes qui ont créé leurs activités à partir d'un fonds propre, 147 soutiennent avoir sollicité, certaines autorités de la Mairie; du conseil Régional, la Chambre des Commerces et même, les structures bancaires. Mais, leurs différentes tentatives se sont avérées vaines. En effet, au niveau de la banque, pour être bénéficiaire d'un prêt, il faut avant tout, avoir un compte bancaire avec des transactions rassurantes et un aval. Ensuite, le remboursement se fait avec un taux d'intérêt relativement élevé, car souvent supérieur à 6% appliqué sur le montant octroyé. Or, selon les responsables de ces banques ou microfinances, la majorité des femmes ne remplit pas les conditions. En outre, celles qui ont obtenu des prêts pour la création de leurs entreprises soulignent qu'elles n'ont pas obtenu le montant sollicité. À titre illustratif, pour une demande d'un prêt de 300 000 FCFA, elles ne recevaient que 250 000 FCFA. Par ailleurs, les femmes évoquent la cherté de la location des magasins. Le prix des magasins varie entre quinze-mille francs (15 000 FCFA) et plus pour le loyer. Les taxes de bail à loyer sont également réglées par le locataire. Enfin, certaines femmes pour faire face au coût élevé des loyers s'associent dans un même local pour vendre leurs articles et se partagent les dépenses. Souvent, des incompréhensions surviennent entre elles au sujet de la répartition des charges du magasin.

3.3.2 ENVIRONNEMENT MALSAIN PROVOQUÉ PAR LES ACTIVITÉS DES FEMMES

Les activités des femmes sont génératrices des déchets. Les déchets produits dégradent l'environnement (planche 3).

Photo 3a : Dépôt d'ordure au grand marché de Dimbokro



Prise de vue ZAH Bi Tozan, Avril 2022

Photo 3b : Dépôt d'ordure devant une usine de préparation d'attiéké



Prise de vue YAPI Atsé Calvin

Planche 3: une insalubrité liée au ramassage irrégulier des ordures par la Mairie

La photo 3a présente un dépotoir d'ordures en plein marché. Quant à la photo 3b, montre un dépôt sauvage d'ordures devant une usine de préparation d'attiéké. L'environnement dans lequel, ces femmes exercent leurs activités est malsain. Par ailleurs, la mauvaise odeur et les mouches sur les repas vendus sont des menaces pour la santé des populations.

4 DISCUSSION

4.1 DES FEMMES PLUS PRÉSENTES DANS LES ACTIVITÉS DU SECTEUR TERTIAIRE

L'étude a révélé que les femmes sont représentées dans tous les secteurs d'activités, mais particulièrement dans le secteur tertiaire.

Le résultat de l'étude est conforme avec celui de l'ONU (2022, p 13) qui indiquait que les sociétés détenues par les femmes sont à majorité orientées vers les services, notamment le commerce, l'hébergement, la restauration, les services personnels, la santé, l'éducation, les services sociaux et les loisirs. On compte plus de 95% de femmes dans trois métiers peu qualifiés (assistantes maternelles, aides à domicile, employées de maison) et plus de 70% parmi les agents d'entretien et les employées du commerce en 2010 (E. DUHAMEL et H. JOYEUX, 2013, p. 12). En Côte d'Ivoire, par exemple, les femmes entrepreneures se retrouvent dans les microentreprises du secteur informel, où elles travaillent dans des activités à faible valeur ajoutée et aux rendements marginaux (BAD, 2015, p. 11). Le Burkina Faso vit la même situation, car les femmes sont représentées dans plusieurs secteurs du développement socioéconomique, notamment dans les activités agricoles, informelles et les occupations domestiques non soldées, (L. M. ZAN, 2009, p. 2). C'est le même constat qui a été fait par l'ONU (2017, p 19) qui ont soutenu dans leur étude qu'en Madagascar, d'après les données de l'Institut national de la statistique, 87 % des femmes malgaches travaillent dans le secteur informel de l'économie contre 13% la main-d'œuvre féminine dans le secteur formel. Toutefois, pour J. CHARMES (1996, p 36) le statut de la femme évolue avec leur implication dans les activités informelles dans les pays en développement.

4.2 PRÉPONDÉRANCE DES FEMMES DANS LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

L'étude a également relevé que les femmes de la ville de Dimbokro sont fortement investies dans les activités commerciales. Elles sont surtout, présentes, dans le commerce et la restauration.

Le résultat de notre étude confirme celui effectué par la B.M. et OMC (2020, p.29) qui ont soutenu que les femmes jouent des rôles multiples dans l'économie, dont beaucoup sont liés au commerce directement et indirectement. Dans la région des Grands Lacs par exemple, le petit commerce exercé à hauteur de 85% par les femmes constitue la principale source de revenus du foyer, contribue à la sécurité alimentaire et assure des revenus aux producteurs et aux commerçants agricoles (CNUCED, 2016, p.12).

La CNUCED, 2022 (pp.13-14) ne dit pas le contraire, lorsque dans son étude sur le Lien entre commerce et genre dans une perspective de développement: un bref aperçu indiquait que dans les pays en développement, les entreprises détenues par des femmes opèrent plus particulièrement dans les services orientés vers les consommateurs, notamment le commerce de détail, l'hébergement et la restauration. Ces entreprises permettent aux femmes et à leur famille de vivre et peuvent créer des opportunités d'emploi pour d'autres femmes.

4.3 OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES FEMMES DANS L'EXERCICE DE LEURS ACTIVITÉS

Les résultats de l'étude ont relevé que les obstacles rencontrés par les femmes dans l'exercice de leurs activités sont liés au difficile accès au crédit et des loyers des magasins élevés.

Le résultat de l'étude est conforme à celui de la BAD (2015, p.12) a relevé que pour les femmes dirigeantes d'entreprises, l'accès au crédit est le principal obstacle à l'expansion de leurs exploitations. L'ONU (2022, p. 11) était déjà parvenue à ce résultat lorsqu'elle a indiqué que les femmes trébuchent constamment à des obstacles d'ordre structurel pour accéder aux crédits, aux intrants agricoles, aux services de vulgarisation et aux marchés. En Éthiopie, par exemple, seulement 6% de femmes rurales ont accès aux crédits et 1% a suivi une formation professionnelle (ONU, 2017, p 13). Selon La BAD (2015, p.12), en Ouganda, les femmes possèdent 38% de toutes les entreprises enregistrées, mais elles ont accès à seulement 9% aux facilités financières formelles. Pendant au Kenya 48% des micro et petites entreprises sont contrôlées par les femmes, qui n'ont accès qu'à 7% de l'ensemble des crédits. En outre, certaines discriminations limitent aussi, l'accès des femmes aux emplois les mieux payés et les plus prestigieux (Union Interparlementaire et l'Organisation Internationale du Travail, 2007, p. 120). C'est dans cette optique que la BAD (2015, p.12) va plus loin, en soutenant que les activités des femmes sont freinées par une série de facteurs, dont le manque de compétences de base, les difficultés d'accès aux services financiers et les défis associés à l'équilibre entre les affaires et la famille. D'autres motifs familiaux, notamment la charge d'un enfant handicapé ou d'un parent âgé dépendant, peuvent contraindre des femmes, même bien insérées professionnellement, à réduire voire interrompre leur activité (H. FAUVEL 2014, p.33). Par ailleurs, les femmes se heurtent encore à un large éventail d'obstacles qui les empêchent de tirer parti de possibilités commerciales: on peut citer des obstacles politiques et juridiques, des normes socioculturelles

sexistes, des obstacles tarifaires et non tarifaires plus élevés, et un manque d'accès à la technologie, au financement et à l'éducation (B.M. et OMC, 2020, p.11).

5 CONCLUSION

Au terme de cette étude, il ressort que les femmes sont représentées dans tous les secteurs d'activités, mais majoritairement dans le secteur tertiaire. Au sein du secteur tertiaire, les femmes s'investissent plus dans les activités commerciales. Dans l'exercice de leurs activités, les femmes sont confrontées à plusieurs obstacles dont, le difficile accès au crédit, le coût élevé des magasins et la dégradation de l'environnement par leurs activités. Des solutions convenables méritent d'être proposées pour améliorer la situation des femmes parce qu'elles occupent une place incontournable pour le développement socioéconomique d'un pays.

REFERENCES

- [1] BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2015, *Autonomiser les femmes africaines: plan d'action, indice d'égalité du genre en Afrique*, 29 p.
- [2] BANQUE MONDIALE ET ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE, 2020, *Les femmes et le commerce: Le rôle du commerce dans la promotion de l'égalité hommes-femmes*. Washington: Banque mondiale. DOI: 10.1596/978-1-4648-1541-6. Licence: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO, 201p.
- [3] BOTCHI Morel Christine, 2008, *Femme et développement durable en Afrique Noire: essai de compréhension de la relation entre le contexte matrimonial Ajouta du KUFO et le développement durable*, faculté des lettres de l'université de Fribourg (Suisse), 280 p.
- [4] CHARMES Jacques, (1996), « La mesure de l'activité économique des femmes », in: *Genre et développement: des pistes à suivre*, Centre Français sur la population et le développement (EHESS- INED- INSEE- ORSTOM- Université Paris VI), pp.36-44.
- [5] CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, 2016, *Le commerce au service de l'émancipation économique des femmes, Conseil du commerce et du développement*, Commission du commerce et du développement, Réunion d'experts, Genève, 20 p.
- [6] CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, 2022, *Lien entre commerce et genre dans une perspective de développement: Un bref aperçu, Concepts, définitions et cadres analytiques*, Nations unies, 39 p.
- [7] DUAMED Éveline et JOYEUX Henri, (2013), *Femmes et précarité*, Conseil Économique Social et Environnemental, Paris, 122 p.
- [8] FAUVEL Hélène, 2014, *Femmes éloignées du marché du travail*, Conseil Économique Social et Environnemental, Paris, 109 p.
- [9] HYPOLITE Ismaëlie, 2012, « Contribution au développement socioéconomique de la région d'Edmonton par les femmes africaines noires francophones immigrées entre 2000 et 2006 », In *Revue internationale d'études canadiennes*, pp.239-259.
- [10] INSTITUT DE L'ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA FRANCOPHONIE, 2011, *Gestion des déchets ménagers regards croisés*, Numéro 90- 4e trimestre 2011, Organisation Internationale de la Francophonie, 80 p.
- [11] INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2014, *Résultats globaux, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2014)*, 26p.
- [12] KONE Pénatien Emile, SORO Dognimon et KONAN Amino Sandrine, 2013, *Etude sur la situation de l'emploi et besoins de formation dans le secteur des mines et du pétrole*, Observatoire de l'emploi, des métiers et de la formation, Abidjan, 71 p.
- [13] MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT, 2019, *déclaration de madame la ministre a l'occasion de la journée internationale de la femme*, ministère de la femme, de la famille et de l'enfant, Côte d'Ivoire, Abidjan, cabinet MFFE (Tour E, 16ème Etage), 3 p.
- [14] ORGANISATION DES NATIONS UNIES: 2017, *Le commerce et le genre: analyse du COMESA*, Nations Unies, 48 p.
- [15] ORGANISATION DES NATIONS UNIES, 2022, *Lien entre commerce et genre dans une perspective de développement: un bref aperçu*, Nations Unies, Genève, 39 p.
- [16] PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 2017, *Egalité des sexes en Côte d'Ivoire rôle du PNUD*, PNUD, 47 p.
- [17] ZAN Lonkina Moussa, (2009), « *Sur les voies de la contribution féminine: quelles expériences pour le Burkina Faso* », Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Ghana, Accra, 2 p.